

Les sommes consacrées par l'entreprise aux installations, aux machines et à l'équipement ont baissé de 3.8 milliards en 1953 à 3.4 milliards en 1954, bien que les estimations antérieures des immobilisations envisagées eussent indiqué une légère augmentation sur 1953. La mauvaise température et d'autres faits défavorables en 1954 ont empêché les dépenses affectées à la construction non domiciliaire ainsi qu'aux machines et à l'équipement de toucher le niveau attendu. Ont aussi contribué à la baisse l'achèvement d'un certain nombre d'ouvrages exécutés en régions éloignées et d'autres programmes de développement industriel ainsi que la diminution des dépenses consacrées à l'achat de machines et d'équipement agricoles à cause de la situation particulière du secteur agricole.

Les dépenses affectées à la défense (dans le cadre des comptes nationaux) ont diminué de 1.9 milliard en 1953 à 1.7 milliard en 1954; la réduction a atteint surtout la construction et la fourniture de certaines pièces d'équipement. Les industries intéressées s'en sont ressenties. Les dépenses de cet ordre, qui avaient atteint leur pointe en 1953, n'ont pas, par contraste avec les années immédiatement antérieures, exercé de poussée sur l'économie en 1954.

L'achat moins considérable de biens durables de consommation en 1954 a aussi contribué à modérer l'activité. La suppression des restrictions au crédit à la consommation en 1952 avait déclenché une vague d'achats mais, vers la fin de 1953, l'arriéré de besoins insatisfaits semblait ne plus exister et la demande était redevenue plus normale. Durant tout le cours de 1954, les achats de biens durables de consommation sont demeurés à ce niveau pour s'établir à 1.7 milliard; la plupart des articles se sont ressentis de la baisse, à la grande exception des téléviseurs.

Malgré tous ces éléments défavorables, la production (sauf agricole) n'a pas descendu en bas du niveau de l'année précédente grâce à un nombre important d'influences favorables. Capital a été le rôle joué par la montée continue de la dépense personnelle en biens non durables et en services qui est passée de 13.3 milliards en 1953 à 13.9 milliards en 1954. Cette augmentation a suffi à élever la dépense de consommation d'environ 3 p. 100 au-dessus du niveau de 1953 et à neutraliser une part importante de la baisse des biens durables de consommation.

Un autre stimulant de l'économie en 1954 a été la construction domiciliaire qui a atteint un chiffre record de 1.2 milliard. A cette croissance continue s'est rattachée la dépense municipale de sommes plus élevées en 1954 pour répondre aux besoins d'améliorations locales et de services comme les chemins, les rues, les égouts et les canalisations d'eau, les écoles et les hôpitaux.

Ces éléments de force de l'économie en 1954 tenaient à trois facteurs: 1° l'accroissement continu de la population a créé de nouveaux besoins de biens de consommation et de services ainsi que de logements; 2° la construction domiciliaire a reçu un nouveau stimulant grâce au changement apporté à la loi nationale sur l'habitation au début de 1954, qui a réduit le versement initial et prolongé la période de remboursement, ainsi qu'à la loi sur les banques qui a permis aux banques à charte de consentir des prêts hypothécaires; et 3° le revenu personnel a été élevé durant toute l'année, élément important de l'expansion continue de la demande provenant du consommateur. Il y a lieu de noter qu'en 1952 et 1953 le revenu personnel s'est accru de 15 p. 100 tandis que les prix de détail sont restés relativement inchangés. Le gain que cela a valu au salaire "réel" a permis une forte augmentation du volume des achats durant ces années ainsi qu'une forte épargne personnelle. En 1954, malgré la médiocre récolte de blé et l'emploi un peu moins élevé, le revenu personnel